

Risque d'une quatrième vague

BENBOUZID RÉITÈRE SON APPEL À LA VACCINATION

Page 24

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 7130 — DIMANCHE 31 OCTOBRE 2021

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

CAN-2021

Les Verts au complet le 27 décembre

Page 12

1ER NOVEMBRE 1954

L'ÉVÈNEMENT QUI A DÉSARÇONNÉ LA FRANCE COLONIALE

Rarement un événement marquant de l'histoire contemporaine ne s'est décliné de la sorte. Rarement l'Histoire ne s'est accélérée à un rythme aussi rapide. Il y a soixante-sept ans, les téléscripteurs des agences de presse mondiales — AFP, Reuters, Associated Press et United Press International — crépitaient sous l'effet d'une information assez inattendue pour laisser de marbre les rédactions françaises et internationales.

Lire notre dossier en pages 2, 3, 4 et 5



- **Le passé qui ne passe toujours pas**
- **Rappeler que l'Algérie est algérienne**
- **Novembre, Qassaman et le drapeau !**
- **La France doit reconnaître tous les crimes de la colonisation**

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 20 DA, FRANCE 1 EURO

FRANCE-ALGÉRIE-MÉMOIRES

LE PASSÉ QUI NE PASSE TOUJOURS PAS

Cinquante-neuf ans après l'indépendance de l'Algérie, le passé colonial ne passe toujours pas bien en France. On l'a de nouveau noté à la faveur des dernières déclarations du huitième président de la Ve République française au sujet de l'Algérie qui n'aurait jamais existé comme nation avant 1830. Et plus récemment encore, à propos des massacres de masse du 17 octobre 1961 attribués à la responsabilité individuelle et isolée d'un seul haut fonctionnaire de l'Etat français. Comme on l'a constaté aussi à l'occasion des réactions négatives, pavloviennes et électoralistes de l'extrême-droite, de la droite extrême et de la droite classique après les déclarations du président Macron et celles de son prédécesseur au même sujet des crimes du 17 octobre 1961.



Le fait même que les deux derniers chefs de l'Etat français n'aient reconnu, à minima, qu'un des massacres de la colonisation, et n'aient pas présenté d'excuses officielles à ce sujet, encore moins situé la responsabilité de l'Etat français, renforce ce sentiment que la mémoire coloniale est toujours en France une identité traumatique. MM. Emanuel Macron et François Hollande ont donc évité assez prudemment de pointer du doigt les vrais responsables et les réels coupables. Sauf, comme dans le cas du président Macron, de désigner le préfet de police de Paris Maurice Papon sans connexion aucune avec sa hiérarchie ministérielle et présidentielle. Comme s'ils redoutaient tous les deux d'ouvrir la boîte de pandore coloniale, cette fameuse «boîte à chagrin» que le général de Gaulle s'est empressé de fermer avec les décrets, lois et ordonnances d'amnistie de la Guerre d'Algérie.

Et c'est comme si on craignait, de manière plus générale, d'inscrire la déploration et le confiteor dans la conscience collective d'une France incohérente qui a promu contradictoirement l'esclavagisme et les droits de l'Homme. Comme elle a associé défense de l'Algérie «française», massacres et torture, abandon de l'Algérie et soutien massif à de Gaulle et, enfin, coopération et néocolonialisme.

Reste qu'aussi timorés qu'ils soient, les gestes de MM. Hollande et Macron sont tout de même des actes politiques courageux dans le contexte français des mémoires concurrentielles à forte valeur ajoutée électorale. En ce sens que ces actes déminent un peu plus le terrain d'une mémoire coloniale lourde qui se décline en mémoires catégorielles conflictuelles.

Toujours est-il que beaucoup de plaies sont toujours mal cicatrisées : l'Algérie est restée très présente en France où ce sont, au bas mot, dix millions de personnes qui entretiennent un rapport d'intensité inégale mais constamment connectées à la guerre d'Algérie et à l'Algérie indépendante. Et si le temps a favorisé l'oubli mais beaucoup moins l'apaisement, la bonne conscience coloniale, voire même colonialiste n'a pas pour autant été effacée, puisque pratiquement trois personnes interrogées sur cinq estimaient en 1990 que la colonisation avait été une bonne chose pour l'Algérie, et qu'en 2005 on a retrouvé, au pire du débat sur l'article 4 de la loi scélérate du 23 février sur les «bienfaits» de la colonisation, la même proportion d'opinions pour estimer que les aspects positifs de la colonisation méritaient d'être enseignés !

Et on a même entendu le même refrain, à droite et à l'extrême droite notamment, pour dire en octobre 2012 que les Français ont aussi apporté en Algérie quelque chose qui ressemblait un peu à la civilisation d'un peuple berbère barbare !

Simple constat, il n'y a jamais eu en France de mémoire nationale de la guerre d'Algérie. Ce conflit fut longtemps un non-dit et un non-lieu. Jusqu'à ce que l'Etat français consente, en 1999, à le nommer bien tardivement une guerre.

Ce le fut à l'initiative de parlementaires, généralement de gauche, qui récusaient le «devoir de mémoire», en appelant d'abord à la lucidité et à ce que l'historien Jean Rioux a nommé le «devoir d'intelligence».

Dès lors, les rapatriés et singulièrement les harkis, regroupés en lobbys actifs, n'ont eu de cesse d'imposer aux pouvoirs publics et aux collectivités locales, et surtout à ceux des abords de la Méditerranée, terres d'élection de «nostalgériques», l'érection régulière de repères mémoriaux. Stèles, musées ou mémoriaux, symboles d'une mémoire colonialiste ostentatoirement affichée.

Jusqu'à ce jour, par exemple, le débat politique sur le 19 mars, jour de la proclamation officielle du cessez-le-feu, n'a pas été tranché.

Le célébrer unanimement comme date symbolique à commémorer revenait à l'inscrire dans la logique d'une vraie guerre coloniale, même si le président Jacques Chirac a, pour sa part, reconnu en 1999 que les euphémiques «événements d'Algérie» étaient finalement une «guerre», une vraie. Ce à quoi une bonne part de l'opinion française s'était toujours dérobée tandis que les Français rapatriés ont refusé d'entériner une date qui marquait à leurs yeux une capitulation et un déni de leur mémoire douloureuse. En somme, un abandon par l'Etat. Si aucun de ceux qui ont vécu la guerre, et bien souvent leurs enfants, n'a oublié les drames de la séparation sanglante avec l'Algérie, beaucoup n'en ont pas fait encore le deuil. Les uns comme les autres restent murés dans de lancinants souvenirs, cloîtrés dans des mythes rassurants, parallèlement au silence officiel des responsables politiques français, de droite comme de gauche, depuis 1962.

«Nous sommes un pays de mémoire lourde. Nous passons une partie de notre temps à commémorer nos libérations et nos victoires, mais aussi nos haines civiles, à remuer le couteau dans la plaie vive de nos rancunes, à reconstruire le passé au gré de nos passions», écrit ainsi l'historien Michel Winock dans «Parlez-moi de la France».

Pour la France, la guerre d'Algérie aura été le second grand traumatisme national du siècle, la seconde blessure narcissique après la capitulation et l'effondrement de la République en 1940. Non seulement pour le million de rapatriés dont l'Algérie était la mère patrie, et qui sont aujourd'hui la clientèle électorale de la droite et de l'extrême-droite. Mais aussi pour les deux millions d'appelés qui ont participé à la «pacification».

Tout compte fait pour tout un pays qui vécut là, entre massacres récurrents et torture systémique et systématisée, le dernier épisode tragique d'une histoire coloniale et d'une gloire impériale à jamais perdue.

Aujourd'hui encore, on peut, dans la foulée de Benjamin Stora, voir dans le refoulement de ce drame profond l'origine du «transfert de mémoire» : l'importation, en France métropolitaine «d'une mémoire coloniale» où se mêle la peur du Pied-noir et le sentiment d'abandon qui lui est lié, à tort ou à raison, son angoisse identitaire face à l'islam, son racisme anti-maghrébin et les inhérentes crispations identitaires souvent antagonistes.

Comme ce fut longtemps le cas à propos de la trahison historique du régime de Vichy, la vérité historique fait encore mal en France, notamment dans la classe politique et dans certains milieux intellectuels, à droite comme à gauche, mais surtout au sein de la droite et de l'extrême-droite.

Il a fallu un demi-siècle pour qu'un président de droite, en l'occurrence Jacques Chirac, admette, en 1995, la responsabilité de l'Etat français dans la rafle du Vel'd'Hiv et dénonce la collaboration de l'Etat français avec l'occupant nazi. Il aura fallu tout aussi longtemps pour qu'un président de gauche, François Hollande en l'occurrence, reconnaisse la réalité de l'indicible tragédie du 17 octobre 1961.

Dans «Histoire et vérité», Paul Ricœur, le philosophe du sens et de la subjectivité dont se réclame spirituellement M. Emanuel Macron, fait justement de la «reconnaissance» la condition de ce «petit miracle, cette mémoire heureuse».

Nadji Azzouz

LA FRANCE DOIT RECONNAÎTRE TOUS LES CRIMES DE LA COLONISATION

Il est indéniable que le président Emanuel Macron est, de tous les chefs d'Etat français sous la Vème République, celui qui a fait le plus de pas symboliques sur la voie de la reconnaissance des crimes de la colonisation. Mais il est tout aussi incontestable qu'il est celui qui aura le plus appliqué la devise de «un pas en avant, un pas en arrière».



Candidat à l'Elysée en déplacement à Alger en 2017, il avait en effet qualifié les crimes de la colonisation de «crime contre l'humanité», pour mieux rétropédaler une fois revenu en France où il s'est senti contraint de rassurer les différents lobbys de la mémoire et de ménager les électorats de droite et d'extrême-droite qui voient en la colonisation une œuvre de «civilisation» et mettent généralement sur le même pied d'égalité les crimes de la colonisation et la violence anticolonialiste utilisée par les Algériens pour leur indépendance.

Ensuite, à la faveur du rapport controversé du respectable historien de la colonisation Benjamin Stora, rapport commandé par le président Macron, ce dernier a reconnu un crime symbolique, celui de l'avocat nationaliste Ali Boumedjel.

Puis, dans un remarquable exercice de funambulisme mémoriel et de gymnastique électoraliste, il a reconnu les crimes de masse du 17 octobre 1961 pour mieux les attribuer à l'initiative individuelle et isolée d'un simple haut fonctionnaire, et déresponsabiliser ainsi l'Etat français. Un pas en avant, un pas en arrière, devise macronienne par excellence.

Il semble qu'il conçoit ainsi la meilleure manière de tourner la page douloureuse de la colonisation, dans une sorte d'opération de solde de tout compte où l'Etat français serait globalement exonéré de toute reconnaissance officielle de l'ensemble des crimes de la colonisation et de toutes excuses ad hoc à ce sujet. Mais tourner la page de la colonisation, ne signifie en aucun cas la déchirer.

Cette vérité intangible avait été rappelée au président Valery Giscard d'Estaing par le président Houari Boumediene, à Alger, en 1975. En 2017, ce fut au tour du président Abdelaziz Bouteflika de la rappeler au jeune président Emanuel Macron. A l'occasion de la célébration du 55e anniversaire de l'Indépendance, le prédécesseur de M. Abdelmadjid Tebboune lui avait donc affirmé que l'Algérie, lorsqu'elle exerce son devoir de mémoire, elle le fait sans haine à l'égard de la France d'aujourd'hui, malgré le poids des mémoires antagoniques, et en dépit des incompréhensions et des écarts de langage de part et d'autre.

Une France qui a cependant l'obligation de reconnaître les souffrances incommensurables infligées par la colonisation au peuple algérien durant 132 ans d'occupation. Le «partenariat d'exception» que la France et l'Algérie s'évertuaient tant bien que mal à construire, «gagnera en sérénité et en élan dans une reconnaissance des vérités de l'Histoire», avait alors souligné le président Abdelaziz Bouteflika.

La reconnaissance du long martyre du peuple algérien est plus que jamais une condition politique nécessaire à toute normalisation et à toute forte impulsion des relations bilatérales.

Cela pourrait signifier que ce partenariat ne sera jamais d'exception tant que les souffrances endurées par le peuple algérien pendant la nuit coloniale ne seraient pas officiellement reconnues en bloc par l'Etat français.

Mais que demandait au juste le chef de l'Etat algérien ? Tout simplement, une reconnaissance des crimes de la colonisation et du confiteor ad hoc (le fameux «je reconnais, j'avoue» chrétien). Il ne s'agit donc pas de repentance qui est mêlée au regret douloureux que l'on a de ses péchés, de ses fautes, et du désir de se racheter, commun aux religions monothéistes.

Les pays colonisés, dont l'Algérie qui a pâti le plus de la colonisation française, ne se sont pas inscrits franchement dans une approche foncièrement culpabilisante de l'ex-puissance coloniale.

Les anciennes colonies de confession musulmane, elles, peuvent même exciper de l'argument religieux qui veut qu'»aucune âme ne portera le fardeau d'autrui, et qu'en vérité l'homme n'obtient que le fruit de ses efforts» (sourate 62 de l'Etoile, versets 37, 38). En tout cas, il n'a jamais été envisagé de demander à la France d'aller à Canossa. D'exiger d'elle une dure pénitence, une douloureuse flagellation. Personne ne lui demande donc d'être tondue, en robe de bure, et de s'agenouiller pour demander, assez contrite, le pardon.

D'ailleurs, ni les Algériens, ni les autres peuples qui ont subi eux aussi le joug de la colonisation française ne veulent l'amener à se couvrir la tête de cendres.

Les excuses attendues de la France officielle d'aujourd'hui ne serait en rien une repentance à connotation religieuse et pénitentielle.

Elle est juste une simple reconnaissance, c'est-à-dire officielle, des souffrances subies par les peuples qu'elle a colonisés. Et cette reconnaissance ne doit en aucun cas se borner à juste souligner «le caractère inacceptable des répressions engendrées par les dérives du système colonial», comme l'a fait le président Jacques Chirac en 2005.

Ou encore de défoncer une porte ouverte en admettant que la colonisation en Algérie fut «une tragédie inacceptable», comme l'avait fait l'ancien ambassadeur à Alger Bernard Bajolet. Ou, enfin, de dire, banalement il est vrai, comme d'ailleurs le président Nicolas Sarkozy, en 2007, à Constantine, que «le système colonial a été profondément injuste». Et comme l'ont fait ensuite les présidents François Hollande et Emanuel Macron qui sont restés finalement au stade de la reconnaissance évidente, purement pudique et symbolique, de certains crimes de la colonisation mais de l'ensemble des crimes de toute l'ère coloniale.

A la réflexion, ce qui est demandé à la France, ce n'est pas tant une reconnaissance officielle globale et des excuses subséquentes, qui seraient cantonnés au seul domaine franco-algérien.

C'est un devoir de vérité et de reconnaissance pour toutes les victimes de la colonisation française, quelles que soient leurs origines.

En fin de compte, ce n'est pas verser dans le délire mémoriel, encore moins attiser la guerre des mémoires que d'accepter que les anciens peuples colonisés reçoivent comme juste réparation une collective reconnaissance expiatoire qui dénonce, de manière officielle, solennelle et symbolique, le fait colonial.

Ce n'est pas la mémoire sereinement assumée, c'est évident, qui dresse les murs de l'incompréhension et nourrit la haine de l'Autre. C'est l'anti-reconnaissance, entreprise d'auto-exonération par excellence, qui cependant empêche l'Algérie et la France d'édifier ce «partenariat d'exception» tant vanté en leur temps respectifs par les présidents Jacques Chirac et François Hollande.

Ne jamais perdre de vue que le devoir de mémoire est un devoir de vérité, une obligation de reconnaissance. C'est un impératif catégorique de la loi morale envers les vivants qui portent le poids d'un passé toujours lourdement et douloureusement vivace.

«La honte est dans l'offense et non dans l'excuse», disait au XVIIe siècle le Français Pierre-Claude Nivelle, auteur notamment de la pièce théâtrale «La Fausse antipathie».

N. A.

L'ÉVÈNEMENT QUI A DÉSARÇONNÉ LA FRANCE COLONIALE

Rarement un événement marquant de l'histoire contemporaine ne s'est décliné de la sorte. Rarement l'Histoire ne s'est accélérée à un rythme aussi rapide. Il y a soixante-sept ans, les téléscripteurs des agences de presse mondiales — AFP, Reuters, Associated Press et United Press International — crépitaient sous l'effet d'une information assez inattendue pour laisser de marbre les rédactions françaises et internationales.



Teneur des dépêches balancées et estampillées «agences mondiales» : dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre 1954 — une série d'attentats avaient secoué les trois départements d'Algérie. Aux Aurès, en Kabylie et dans certains recoins de la Mitidja, plusieurs opérations — attaques armées contre des cibles sécuritaires, opérations de sabotage — avaient rompu le «calme algérien» et bousculé les rituels festifs de la Toussaint.

La «flambée de violence» — ainsi titraient les canards en «une» — avait pris par surprise tout le monde : la classe politique française et coloniale, les patrons de l'armée et des services de sécurité, mais aussi les Algériens et l'ensemble des partis nationalistes.

Dans la sémantique médiatique et dans la teneur des premiers télégrammes sécuritaires envoyés sous le sceau de l»'urgent» et du «secret», pas la moindre évocation d»'offensive généralisée», encore moins d»'insurrection» ou de «révolution». Annoncés, pour la plupart, en «une», les comptes rendus de la presse alternent entre «incidents», «attaques à mains armées» et «attentats». Mais l'agitation enregistrée dans la «Nuit de la Toussaint» a atteint un niveau tel que l'alerte a été de type «rouge». Informés par leurs permanences respectives, les préfets et sous-préfets des «trois départements d'Algérie», le patrons de la Police générale Jean Vaujour, le chef du Service de liaisons nord-africaines, le colonel Shoen, le chef de la DTS en Algérie et le commandement de la Xe région militaire — celle qui commandait l'Algérie à partir de la place Bugeaud (futur siège du parti FLN et de l'hebdomadaire «Révolution africaine» à la place émir Abdelkader — ont rejoint leurs bureaux dans la précipitation. Sans attendre la lecture de l'ensemble des premiers rapports, ils ont alerté Paris au milieu de la nuit.

DES DÉPARTEMENTS «CALMES»

Le calme Place Beauvau, siège du ministère de l'Intérieur où officiait François Mitterrand, c'était le branle-bas de combat dès l'aube. Ministre de l'Intérieur mais aussi «premier flic de France» selon la formule que s'est donné son lointain prédécesseur Georges Clemenceau revenait de fraiche date d'Algérie. Il y avait séjourné du 19 au 23 octobre à l'heure du violent séisme qui avait frappé Orléansville (El-Asnam/Chlef).

Après la zone sinistrée, Mitterrand s'était rendu à Oran pour inaugurer la foire de la ville avant d'achever son voyage automnal algérien par une rencontre avec les chefs des corps de sécurité en Algérie et un discours devant les députés de l'Assemblée algérienne. Avant d'embarquer à bord d'un aéronef pour rejoindre Paris, le ministre en charge de la Préfectorale dont celle des départements d'Algérie envoyait, depuis le tarmac de et Maison Blanche, un message rassurant qui ne laissait rien présager. «J'ai trouvé les trois départements d'Algérie en état de calme et de prospérité. Je pars empli d'optimisme», assurait-il en ce 23 octobre 1954.

Le journaliste et écrivain Jean-Lacouture que j'ai interviewé en 2004 y voit une «déclaration de circonstance à l'usage de la pressé». Membre du «Maghreb Circuis» — le groupe de journalistes étrangers et français qui couvraient les affaires du FLN et la guerre d'Algérie à partir de Tunis —, auteur d'une biographie fouillée sur Mitterrand, Jean-Lacouture estime que le ministre de l'Intérieur de Pierre Mendès-France («PMF») est revenu d'Algérie, convaincu que la situation n'était pas aussi sereine que les articles factuels le laissaient suggérer sur la base de sa déclaration de presse avant son départ de Maison Blanche.

Mitterrand a été «pris de court» par les attentats de la nuit du 31 Octobre mais il n'a été «guère surprise», dixit Jean-Lacouture. «De tous les responsables politiques en poste à Paris en cet automne 1954, il était le plus préparé à cette perspective. Le seul à avoir vu l'incendie prendre. Ministre des Anciens combattants puis de l'Intérieur, il a effectué plusieurs voyages en Algérie depuis 1947.

Ses proches collaborateurs ont fait de même. Cela lui a permis de se forger sa propre idée sans rester tributaire des rapports, forcément optimismes, du Gouvernement général. Avant les événements de la Toussaint, Mitterrand a mis en garde, à plusieurs reprises, le président du Conseil Pierre Mendes France contre la gravité de la situation. Il a attiré son attention sur la nécessité de réformes, seul moyen de préserver l»'Algérie française».

De retour à Paris après le voyage d'octobre 1954, Mitterrand a livré à PMF un discours complément à rebours des éléments de langage qui avaient maquillé sa déclaration de presse du 23 octobre à Alger.

«Le climat en Algérie est de plus en plus malsain», avait-il déclaré au Président du Conseil dès leur première rencontre. Selon Jean-Lacouture, le ministre de l'Intérieur «se doutait que quelque chose se tramait de l'autre côté de la Méditerranée. Le directeur de la police générale, le préfet Jean-Vaujour, l'avait briefé avec force détails. S'il ignorait tout du FLN (le mouvement inconnu jusque-là qui avait signé et rendu publique la «Déclaration du 1er novembre»), Vaujour savait, en revanche, que le CRUA (Comité révolutionnaire d'unité et d'action) s'était créé en mars dernier. Pour le patron de la Police en Algérie, il ne faisait aucun doute que l'Algérie réservait bien des surprises». Vingt-deux ans plus tard, au détour d'une interview avec le Nouvel Observateur, PMF confirmait la teneur des mises en garde de son ministre. «Mitterrand m'a répété à plusieurs reprises : il se passe des choses graves en profondeur. Il faut agir vite pour montrer aux Algériens que nous voulons en finir avec le scandale dont ils souffrent depuis un siècle».

LES FORCES D'INERTIE

Les réformes suggérées par le ministre de l'Intérieur au président du Conseil étaient loin de constituer une grande avancée et une rupture franche avec la situation coloniale.

De retour d'Algérie, François Mitterrand a proposé et obtenu de «PMF» la nomination de Jacques Chevallier, maire d'Alger, au poste de secrétaire d'État à La Défense. Selon la lecture de Jean-Lacouture, «dans son esprit, Mitterrand pensait que le premier magistrat de la ville d'Alger, crédité d'une image de libéral, pouvait faire évoluer la politique algérienne à partir de son nouveau poste.

Mitterrand s'est aussi résolu à procéder à un vaste mouvement de personnel en Algérie». En effet, le ministre voulait démettre plusieurs hauts responsables en poste en Algérie au premier rang desquels le gouverneur général Roger Léonard. En août 1954, le ministre de l'Intérieur a demandé — avec succès — à Pierre Mendès France de recevoir en sa présence Ferhat Abbas. Le président de l'UDMA dénonce l'état de non droit en Algérie. «Même les lois françaises ne s'y appliquent pas», peste-t-il.

Aux yeux de «PMF» et de sens ministre, la prévention de l'»irréparable» passe par la réactivation et la mise en œuvre du statut de 1947, «première victime» du hold-up électoral massif de 1948 commis par Neagelen. «En réalité, explique Jean Lacouture, la marge de manœuvre de l'exécutif de l'IVe République était étonnamment étroite.

Les idées de réformes butaient sur la force d'inertie outre-méditerranée». En vérité, le problème ne tenait pas à l'aveuglement du seul colonat incarné par les élus du 1er collège, ce que les libéraux désignaient sous la formule générique du «parti colonial». La réalité était autrement plus implacable : la posture du duo «PMF» était, elle-même, inopérante car insuffisante et totalement dépassée. Le 1er novembre 1954 a sonné neuf ans auparavant.

Au gré de ses interventions dans les colloques et dans ses innombrables travaux, Mohammed Harbi l'a souligné à grand trait. La guerre d'indépendance «a commencé à Sétif» dans le sillage de la sanglante répression 45.000 qui avait frappé les manifestations de Sétif, Guelma, Kherrata. «Je vous ai donné la paix pour dix ans ; si la France ne fait rien, tout recommencera en pire et probablement de façon irrémédiable», a déclaré le général Duval, l'homme qui a dirigé avec une férocité terrible la boucherie de mai 1945. Son avertissement martial n'a servi à rien.

Le fossé est devenu irrémédiable. Tel que configure jusqu'à la fin des années quarante, le mouvement national était dépassé par les effets de la répression de mai 1945. «Les activistes du PPA imposent à leurs dirigeants la création d'une organisation paramilitaire à l'échelle nationale, souligne Mohammed Harbi dans un de ses écrits.

Le 1er novembre 1954, on les retrouvera à la tête d'un Front de libération nationale. La guerre d'Algérie a bel et bien commencé à Sétif le 8 mai 1945».

Auteure du meilleur travail sur le 8 mai 1945 — «Aux origines de la guerre d'Algérie 1940-1945. De Mers El Kébir aux massacres du Nord constantinois» (Paris, La Découverte, Paris, 2002) — l'historienne Annie Rey-Godzeiguer résume d'une formule la rupture opérée au sortir des événements de l'est algérien : tel que relevé durant ces journées de mai 1945, «le seul môle commun à toutes les couches sociales reste (...) le djihad, compris comme arme de guerre civile plus que religieuse. Ce cri provoque une terreur sacrée qui se mue en énergie guerrière».

Raouf S.

L'HYMNE RÉVOLUTIONNAIRE CIMENTE LES GÉNÉRATIONS D'ALGÉRIENS

Novembre, Qassaman et le drapeau !

Le premier novembre 2021, les jeunes d'hier sont déjà septuagénaires, octogénaires ou même nonagénaires. Derrière eux, les jeunes d'aujourd'hui ont l'âge de certains d'entre eux lorsque la première balle de Novembre 1954 fut tirée, quelque part, entre Ghassira et Mchounêche, dans l'immemoriel et éternel plateau des Aurès. Les jeunes d'hier ont eu le pouvoir politique en 1962. Ils l'ont toujours en partie en 2021. Mais quel que soit l'âge des uns et des autres, quand le pouvoir, la richesse et bien d'autres discriminants les séparent, demeurent alors le drapeau et l'hymne national qui unissent les générations d'Algériens.



Comme partout ailleurs depuis que les nations existent et vivent en république, en lonarchie ou en principauté. La bannière à l'étoile cerclée du croissant de l'islam et «Qassaman», l'hymne bouleversant des Algériens, et les valeurs patriotiques consubstantielles, sont-ils démodés, voire ringards dans l'Algérie de 2021 ?

Si en 1954 les jeunes de Novembre ne se sont posé aucunement la moindre question pour prendre les armes de la Libération, les jeunes de 2021q, eux, peuvent poser ou se poser la question de l'engagement patriotique. Interrogation pouvant paraître pertinente, impertinente, banale, voire provocatrice, à une époque où leur marginalisation a le goût amer du chômage endémique, de l'exode désespéré vers les rives inhospitalières et meurtrières du Nord-Méditerranée, la jacquerie sociale localisée ou encore de grandes marches collectives au sein d'un vaste mouvement un temps appelé Hirak.

A ce propos, en novembre 2008, la Radio publique avait eu l'heureuse initiative d'organiser une opération dite «un drapeau dans chaque foyer». Cette action, que des persifleurs auraient perçu comme démagogique, en disait pourtant long sur l'habitus patriotique des Algériens. Autant que la question au sujet de la ringardise de Novembre et de ses valeurs révolutionnaires, l'initiative médiatique renvoyait d'abord aux rituels codifiés et à la symbolique du drapeau national comme tissu des signes et des symboles. Mais aussi à l'hymne national comme expression populaire et musicale du surmoi collectif.

Comme hier, les jeunes de 2021 et ceux de demain pourraient peut-être réduire l'étendard à un simple attribut conventionnel de l'autorité publique. Se dire que l'hymne national ne représente pas forcément leur identité, leur être collectif profond.

Que l'un comme l'autre expriment le plus souvent de simples moments d'exaltation collectifs. Par exemple, à l'occasion d'un match de football décisif des Verts de Belmadi pour une qualification pour la Coupe du monde au Qatar en 2022,

Mais que l'on ne s'y méprenne guère : le drapeau et l'hymne national ont, depuis l'émergence nationaliste du début du vingtième siècle et l'irruption révolutionnaire de 1954, une fonction de rassemblement, une valeur de communion patriotique et une qualité essentielle de garant de la continuité de la nation. «Qassaman» et le drapeau vert-blanc-rouge, frappé du croissant de l'islam et de l'étoile des lumières de l'espérance, renvoient symboliquement à la mémoire de l'affranchissement du colonialisme. Plus précisément, au vert de nos prairies et de nos montagnes. Au rouge du sang des martyrs et au blanc des cimes enneigées, celles vers lesquelles s'est élevé le peuple et qui abritent les jeunes combattants de l'ALN. La bannière sacralisée et l'hymne immortalisé symbolisent donc l'association sang-sacrifice-sol-unité. Ce quadriptyque raconte en fait l'histoire de la nation, traduit ses valeurs et ses aspirations et reflète par-dessus tout l'âme du peuple uni.

Indépendamment des couleurs du drapeau et des signes associés, c'est incontestablement «Qassaman» qui exprime le mieux, grâce à la force des émotions exaltées et régulièrement renouvelées, l'appartenance nationale, ainsi magnifiée et fétichisée.

Le drapeau, c'est depuis toujours l'ADN du patriotisme pour les uns, le marqueur du nationalisme pour les autres. C'est fil rouge de l'appartenance individuelle ou collective à une nation, le plus petit dénominateur commun ou le plus petit multiple commun d'un peuple. Par exemple, lorsque ce peuple communie dans la joie collective des lendemains de victoires sportives qui chantent et qui disent alors le fier bonheur d'être ensemble.

On a vu, dans le cas de l'Algérie, que le bonheur d'être Algérien, d'être de son pays, se mesure parfois au nombre de drapeaux déployés partout sur le territoire national et même à l'étranger, à l'occasion de chaque rencontre de football à forts enjeux internationaux.

En Algérie, comme ailleurs, la fonction du drapeau est de maintenir et consolider en permanence un double contact : la nation affiche alors sa présence tandis que le citoyen qui pavoise les jours de fête comme le 5 juillet ou le 1er novembre, exprime ainsi son adhésion, manifeste sa fierté, revendique son appartenance. Mais la bannière n'a pas de sens seulement dans les périodes de rituels codifiés. Elle a une fonction phatique qui consiste à enraciner dans les esprits la sacralité du drapeau, en s'appuyant sur des paroles ordinaires, répétitives, comme celles des cours d'histoire. Le drapeau remplit aussi ce même rôle pratique dans les cours de récréation où la levée des couleurs stimule les sentiments de loyauté et d'attachement au pays des mouflets qui seront de futurs citoyens.

Ce n'est donc pas un hasard si la Constitution socialiste de 1976 a énoncé les principes de l'hymne national et du drapeau. Par ailleurs, le Code pénal et le décret du 13 novembre 1984 sanctionnent sévèrement quiconque porterait atteinte aux deux symboles de la souveraineté nationale et ne respecterait pas sa levée sur les places publiques et au sein des institutions de la République.

"Il n'y a que deux choses à faire avec un drapeau : le brandir à bout de bras ou le serrer avec passion contre son coeur», disait Paul Claudel, poète, dramaturge, essayiste engagé et diplomate au long cours.

N. A.

Rappeler que l'Algérie est algérienne

SUR INITIATIVE de l'Association des enfants de moudjahidine de la wilaya de Tizi Ouzou (AEMWT.O), une conférence a été animée hier, par un groupe d'universitaires, dans l'espace du Petit théâtre de la maison de la Culture Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou, autour du thème du déclenchement de la guerre d'indépendance, le premier novembre 1954. Il s'agit du linguiste Saïd Maouel, Mohamed Ghobrini, Mokrane Ben Youcef, également moudjahid, et le Palestinien, le Dr Salah Abdelkader, enseignant à la faculté des lettres de l'université Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou. A l'issue de cette conférence hautement académique, l'accent a été surtout mis sur l'existence de la nation algérienne depuis plusieurs siècles avant l'arrivée des Français en 1830.

Par ailleurs, la dernière déclaration d'Emmanuel Macron, qui a fait polémique, ne relève pas de l'inédit puisque bien avant lui, d'autres personnalités, politiques et autres, ont fait dans le mensonge en déclarant que l'Algérie n'avait jamais existé avant l'arrivée des Français. C'est ce qu'a souligné Saïd Maouel à l'issue de sa très longue intervention, où il a fait alterner le kabyle, le français et l'arabe. Pour prouver le bien-fondé de l'existence de l'Algérie depuis les temps les plus reculés, le conférencier est allé jusqu'à citer le témoignage d'historiens français, lesquels se sont appuyés sur des faits historiques. Le roi François 1er a appelé en 1543 les Algériens à lui prêter main-forte dans la guerre qu'il mena contre Charles Quint. Henri II en fit de même en 1552. Louis XIV (le roi Soleil) appela également les Algériens à lui prêter main-forte en 1689 dans la guerre que la France mena contre l'Angleterre et son allié, la Hollande.

Toujours selon Saïd Maouel, c'est l'Algérie qui reconnut la première la légitimité de la révolution française de 1789. L'Algérie, en tant que pays souverain, reconnut aussi l'indépendance américaine. Donc, tous ces faits historiques –qui sont loin d'être les seuls – constituent des preuves intangibles de l'existence de l'Algérie bien avant son invasion en 1830 par les troupes françaises. Saïd Maouel a cité encore une multitude de faits historiques prouvant l'existence de l'Algérie depuis plusieurs siècles avant l'arrivée des Français. En abordant la guerre d'Algérie, le conférencier a soulevé une question de taille certainement ignorée, encore de nos jours, par beaucoup d'Algériens. Il s'agit effectivement de la signification et de la vraie sémantique de certains mots de la langue française.

Le FLN, dans sa déclaration faite lors du congrès de la Soummam, a écrit entre autres : «La renaissance de l'Etat algérien souverain, démocratique et social dans le cadre des principes islamiques (…)». Le mot «renaissance» a fait l'objet d'une sérieuse étude pour éviter une interprétation erronée, car les Français ont, à maintes reprises, joué sur les mots. En effet, le FLN, dont la langue de Molière ne lui était pas inconnue, a utilisé le mot «réinstauration» de l'Etat algérien. La partie adverse a fait semblant de comprendre le mot «instauration», qui signifiait donc que c'était pour la première fois qu'allait être instauré l'Etat algérien. Le FLN, loin d'être dupe, revint à la charge en insistant sur le mot «réinstauration». Là encore, les Français ont donné au mot une autre signification, à savoir que cet Etat dont parlait le FLN n'existait que durant la présence des Ottomans en Algérie et, par conséquent, il n'y avait rien avant l'arrivée des Turcs en Algérie.

C'est donc pour éviter une quelconque mauvaise interprétation que le FLN qui, doit-on rappeler, maîtrisait à la perfection la langue de Voltaire, songea à remplacer le mot «réinstauration» par «renaissance». En définitive, la guerre d'indépendance fut aussi traduite par des mots. Le conférencier, avant de céder le micro à un autre de ses camarades, a cité encore une multitude d'autres anecdotes sur les faits ayant marqué le 1er novembre 1954 et sa suite événementielle. Pour Mohamed Ghobrini, il est nécessaire que l'histoire de l'Algérie soit écrite par ses propres enfants, et ce aux fins de relater les faits dans leur exactitude.

Et pour emboîter le pas à Saïd Maouel, Mohamed Ghobrini a révélé à l'assistance que l'un des fils de Massinissa, Mastanabal, avait participé aux jeux Olympiques d'Athènes. Sa participation en tant qu'athlète représentant la Numidie lui avait valu de remporter une médaille. L'intervenant a cité encore d'autres faits historiques où les Algériens étaient impliqués, et ce des siècles avant 1830. Pour sa part, le Palestinien, le Dr Salah Abdelkader, a commencé son intervention en soulignant que le 1er novembre 1954 est une symbolique à travers laquelle beaucoup de peuples se reconnaissent. L'intervenant a également appelé les Algériennes et les Algériens à veiller à leur unité nationale, car «sans l'unité nationale, tout pays ne peut être que vulnérable». Le Dr Salah Abdelkader, très ému, a confié que cela fait 55 ans qu'il vit en exil et que cela fait 40 ans qu'il vit en Algérie, plus précisément à Tizi Ouzou, et pourtant, jamais il ne s'est senti étranger. «Le 1er novembre 1954 est aussi une référence palestinienne», a-t-il déclaré avant de révéler un fait historique d'une très haute dimension.

C'est un Algérien, un chef religieux et militaire originaire de Tlemcen, qui défendit El-Qods lors des Croisades, après que Salah Eddine El-Ayoubi (Saladin) fut tombé malade et se fut affaibli. Ce chef de guerre algérien, qui croisa le fer contre les chrétiens, s'attira reconnaissance et admiration de tous les musulmans qui s'engagèrent dans une guerre connue sous l'appellation de «guerre sainte». Le Palestinien, à travers cet exemple, a voulu rappeler que l'union algéro-palestinienne date de plusieurs siècles.

Saïd Tissegouine

CAN-2021

L'équipe nationale au complet à partir du 27 décembre

L'équipe nationale de football sera au grand complet à partir du 27décembre prochain, en vue de sa participation à la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021(reportée à 2022, ndlr) au Cameroun (9 janvier - 6 février), a appris l'APS vendredi auprès de la Fédération algérienne (FAF).



L'ensemble des clubs étrangers, notamment européens, devront mettre leurs joueurs internationaux à la disposition des sélections participantes à la CAN, dont l'Algérie, à partir du 27 décembre, soit à une dizaine de jours du départ pour le Cameroun.
C'est le cas notamment des joueurs évoluant en Angleterre: Riyad Mahrez (Manchester City) et Saïd Benrahma (West Ham), qui devront se libérer de leurs clubs respectifs, puisque la Premier league anglaise se poursuivra jusqu'au 1e janvier 2022, avec au menu le «Boxing Day».
Pour évoquer les préparatifs de la participation de la sélection nationale à la CAN-2021, la CAF a organisé jeudi une réunion en visioconférence avec les représentants de la FAF.
Lors de cette réunion, «tous les points liés au séjour des champions d'Afrique lors de cette compétition ont été passés en revue par les officiels de la CAF à l'aide de présentations thématiques relatives à l'hébergement, les séances d'entraînement, le volet médical, la VAR (assistance vidéo à l'arbitrage), le volet médical, le contrôle antidopage, le transport, les accréditations, le marketing, les activités médiatiques, la sûreté et la sécurité, et bien d'autres sujets et détails particuliers», a indiquéla FAF sur son site officiel.
Une liste élargie de 30 joueurs doit être transmise à la CAF avant le 30 décembre 2021, avec la possibilité de remplacement d'un joueur blessé, durant la compétition. La numérotation des maillots se fera du 1 au 23, voir plus au cas où la sélection disposera de joueurs supplémentaires, précise la même source.
Par ailleurs, chaque équipe bénéficiera de trois remplacements au cours du match, plus un quatrième lors des prolongations.
Le banc de touche est pourvu de douze (12) sièges, dont huit (08) pour les officiels, et quinze (15) sièges derrière le banc.
Contrairement à la dernière CAN-2019 en Egypte, le recours à la technique de la VAR débutera cette fois-ci dès le premier match du premier tour (phase de poules) et portera sur quatre (04) aspects: les buts, les cartons rouges, les penalties et l'identité du joueur à sanctionner.
L'Algérie, tenante du trophée, évoluera dans le groupe E, en compagnie de la Sierra Leone, la Guinée équatoriale, et la Côte d'Ivoire. Les «Verts» entameront la défense de leur titre, le mardi 11 janvier 2022, en affrontant la Sierra Leone, au stade de Japoma à Douala (14h00, algériennes), avant de défier la Guinée équatoriale, le dimanche 16 janvier 2022 à Douala (20h00), puis la Côte d'Ivoire, le jeudi 20 janvier 2022, sur le même stade (17h00).

DJIBOUTI – ALGÉRIE : LES VERTS AU CAIRE DÈS LE 8 NOVEMBRE

L'équipe nationale de football, s'envolera le lundi 8 novembre pour le Caire (Egypte), soit à quatre jours du match face à Djibouti, prévu le vendredi 12 novembre au stade international du Caire (14h00, algériennes), pour le compte de la 5e journée (Gr.A) du 2e tour des éliminatoires de la Coupe du monde 2022 au Qatar, a appris l'APS vendredi auprès de la Fédération algérienne (FAF).
Le vol spécial qui s'envolera d'Alger, se rendra d'abord à Paris (France) pour embarquer les joueurs évoluant en Europe, avant de poursuivre son chemin vers le Caire, précise la même source.
Une fois n'est pas coutume, le sélectionneur national Djamel Belmadi a décidé d'avancer le départ pour le Caire, pour préparer au mieux cette confrontation face au Djibouti.
Cette rencontre sera dirigée par un trio arbitral béninois, conduit par Houngnandande Djindo Louis, assisté de ses compatriotes Ayimavo Aymar Ulrich Eric (1e assistant) et Kougbemede Koudogbo Augustin (2e assistant), alors que le quatrième arbitre est le Béninois Mohamed Issa.
L'équipe nationale clôturera le 2e tour des éliminatoires, en recevant le Burkina Faso, le lundi 15 novembre au stade Mustapha-Tchaker de Blida (17h00), pour le compte de la 6e et dernière journée.
Au terme de la 4e journée, l'Algérie et le Burkina Faso se partagent le fauteuil de leader avec 10 points chacun.
Le Niger suit à la 3e place avec 3 points, alors que le Djibouti ferme la marche avec 0 point.
Le premier de chaque groupe se qualifiera pour le dernier tour (barrages), prévu en mars 2022.

LIGUE 1

La JSK bute sur l'ESS, Biskra leader

LE JSK et l'ES Sétif se sont neutralisés ce vendredi 29 octobre à Tizi Ouzou dans le choc de la deuxième journée du championnat de football de Ligue 1. Après leur brillante qualification en Coupe de la CAF face aux Marocains du FAR Rabat, les Canaris ont accueilli les Aigles noirs, pour leur entrée en lice en Ligue 1.
Mais aucune équipe n'a pu prendre le dessus sur l'autre et le match s'est terminé sur le score vierge de 0-0. La JSK et l'ESS n'ont pas joué lors de la première journée face à respectivement l'Olympique Médéa et HB Chelghoum Laid en raison de leur participation à la coupe de la CAF. La deuxième journée de Ligue 1 a souri à l'US Biskra qui a enchaîné une deuxième victoire d'affilée face à la redoutable JS Saoura (2-1). Lors de la première journée, Biska avait écrasé le RC Arbaa (5-0) sur le terrain de ce dernier. Avec deux victoires en autant de matchs, l'US Biskra occupe seule la première place du classement avec six points. Dans les autres matchs joués ce vendredi, le MCA a buté sur le NC Magra (0-0), le HBCL a perdu à domicile face au NAHD (0-1), le RC Relizane a dominé le WA Tlemcen (2-1), le CRB, champion d'Algérie en titre, a concédé le nul sur son terrain face au CSC (1-1) et l'Olympique Médéa a réussi son entrée en lice avec une victoire obtenue sur le terrain de l'ASO (1-0). Lors de la première journée, le MCO avait gagné en déplacement face au CSC (1-0).

APRÈS SON DOUBLÉ FACE AU BAYERN MUNICH

Ramy Bensebaini suscite l'admiration

RAMY BENSEBAINI a frappé un gros coup mercredi 27 octobre face au Bayern Munich en Coupe d'Allemagne. Le défenseur international algérien du Borussia Mönchengladbach a inscrit un doublé en six minutes face à l'ogre bavarois.
L'ex-joueur de Rennes a un appétit féroce face au but à chaque fois qu'il joue contre le Bayern Munich contre lequel il réussit toujours à marquer. Mercredi, il a perpétué la tradition. De retour à la compétition avec son club samedi après plusieurs semaines d'absence pour blessure, Bensebaini a frappé fort. D'abord à la manière d'un grand attaquant en reprenant directement un centre pour inscrire le deuxième but pour M'gladbach (15'), puis en laissant de marbre Neuer sur penalty (21'). Du grand art.
Les deux buts de l'Algérien ont permis à son équipe de finir la mi-temps sur le score de 3-0. Une grosse surprise quand on connaît la redoutable machine à gagner du Bayern Munich, avec son armada de stars, qui étaient toutes sur le terrain, y compris Robert Lewandowski, probable futur Ballon d'or 2021. La performance de Ramy Bensebaini a suscité l'admiration de la planète foot, parce que inscrire un doublé face à Neuer et gagner 5-0 contre le Bayern ne se produisent pas tous les jours en Allemagne, où les Bavarois terrassent souvent tout sur leur passage. Ce qu'a fait l'ex-joueur du Paradou AC face au Bayern n'a pas uniquement séduit les supporters algériens, il a même suscité, fait inhabituel, la réaction de l'Ambassade d'Allemagne à Alger.
« Ramy Bensebaini a livré hier soir un match formidable avec son équipe de Borussia Mönchengladbach, qui s'est imposée 5-0 contre le grand favori, le Bayern Munich, dans la coupe nationale de la DFB, grâce à deux beaux buts de l'international algérien, sous contrat avec le « Fohlen » depuis l'été 2019. Nous sommes ravis de son succès et félicitons l'équipe pour son passage au prochain tour », a réagi la représentation diplomatique allemande en Algérie dans un communiqué publié ce jeudi 28 octobre.

FC BARCELONE

L'ultime condition d'Al-Sadd pour libérer Xavi

Si le Barça espère toujours que son ancien joueur ralliera la Catalogne dans les prochaines heures, le club qatari ne l'entendrait pas de cette oreille. Les dirigeants des pensionnaires de la Qatar Stars League ont ainsi fixé leurs conditions pour libérer l'ancien international espagnol.



«En réponse à ce qui circule récemment, la direction d'Al-Sadd réaffirme que Xavi a un contrat de deux ans avec le club et se concentre pleinement sur les prochains matchs de l'équipe, pour maintenir notre avance au sommet de la ligue et défendre le titre». Vendredi soir, Al-Sadd publiait un communiqué officiel rappelant à qui veut l'entendre, que Xavi se trouvait encore loin du FC Barcelone. Ces dernières heures, les spéculations vont bon train sur l'avenir du technicien espagnol.
Selon plusieurs sources, l'ancien milieu de terrain aurait déjà scellé un accord avec le Barça. Si les dirigeants du club qatari ne souhaitent pas retenir leur coach contre son gré, ce dernier ne devrait pas quitter le navire avant le choc face à Al Duhail. Une requête clairement exprimée par les hautes sphères qataries ces dernières heures. Si les planètes ont l'air d'être alignées pour un départ de l'ancien international ibérique en Catalogne, Al-Sadd ne semble pas enclin à trop faciliter les choses.
Selon les informations de Mundo Deportivo, les pensionnaires de la Qatar Stars League, auraient dévoilé leurs conditions à Xavi pour le libérer de son contrat. Les principaux protagonistes exigeraient en effet que la direction barcelonaise se déplace en personne au Qatar pour négocier et officialiser les contacts. Car pour le moment, il semblerait que les Blaugranas n'aient pas effectué la moindre démarche officielle pour attirer leur ancien joueur dans leurs filets. Une orientation claire matérialisée par l'envie de garder la face dans ce dossier. Car Xavi reste très apprécié par ses joueurs mais aussi l'entourage d'Al-Sadd.
Son futur départ risque d'être compliqué à digérer pour l'ensemble des acteurs. Sport précise d'ailleurs que le technicien espagnol a prévenu ses joueurs de son intention de rallier au plus vite Barcelone. Une nouvelle qui a bouleversé l'effectif. Si l'intéressé a reçu la bénédiction du board qatari pour épouser la cause catalane, le Barça devra gérer les négociations dans les règles de l'art. De son côté, Xavi espère pouvoir débarquer en Catalogne après le 4 novembre. Un souhait partagé par les socios qui attendent avec une impatience non dissimulée le retour du fils prodigue au Camp Nou...

PSG

L'énorme coup de gueule de Leonardo

PRÉSENT devant les journalistes après la victoire du PSG contre le LOSC (2-1), le directeur sportif Leonardo a poussé un coup de gueule sur le traitement des joueurs parisiens. Et on
Une soirée compliquée mais l'essentiel a été assuré. En ouverture de la 12e journée de Ligue 1 vendredi soir, le Paris Saint-Germain a souffert face au LOSC, le champion de France en titre, mais a finalement réussi à s'imposer après avoir été mené une bonne partie de la rencontre (2-1). Encore une fois, le contenu n'était pas là mais le club de la capitale n'a rien lâché, comme contre l'Olympique Lyonnais par exemple, pour empocher les trois points et prendre de la confiance avant le déplacement à Leipzig en Ligue des Champions mercredi soir. Alors forcément, quand Marquinhos s'est présenté devant les journalistes, les questions ont vite tourné sur le jeu parisien. Mais pas pour Leonardo.
Arrivé en zone mixte après la partie pour parler aux médias, le directeur sportif parisien a sorti la sulfateuse au moment d'évoquer le traitement réservé aux joueurs parisiens et au club en général. «La seule chose que je n'aime pas trop, c'est la manière dont ça se juge tout ça. Il y a une manière d'en parler et de critiquer un peu gratuite, c'est un peu trop. Par rapport au coach, aux grands joueurs, ceux arrivés cette année. Je ne comprends pas pourquoi, mais on accepte. On sait pourquoi on n'est pas bien mais la manière... Tu peux dire qu'on n'est pas bien, mais ça commence un peu à passer les limites. Dire que le coach ne connaît rien au football, que les grands joueurs qu'on a pris sont nuls», a d'abord lancé le Brésilien.
Mais le dirigeant du Paris Saint-Germain ne s'est pas arrêté là : «ce qui me gêne un peu, c'est qu'il y a des gens qui veulent se faire beaux en parlant du PSG. C'est un peu une promotion personnelle, et là c'est autre chose qui gêne. Tu peux critiquer en disant que tu n'aimes pas mais en promotion personnelle, c'est moins beau. Je demande un peu de tous se calmer. Aujourd'hui même si on ne joue pas comme on veut, on a fait 10 victoires, 1 nul et 2 défaites. Et on est aujourd'hui avec 10 points d'avance en tête de la Ligue 1. Qu'on ne joue pas comme on veut, oui d'accord. Mais on est dans un schéma, on cherche.»
«Il n'y a jamais eu un manque d'efforts, c'est la quatrième victoire que l'on a comme ça. C'est une caractéristique d'une équipe qui a envie. Là, on est plus inquiets par rapport à Instagram, la photo, où ils étaient... On parle plus de ça que quelque chose de spécifique, et ça gêne. On accepte qu'on n'est pas comme on veut, mais tu ne peux parler de Mbappé, de Messi, de Neymar, de Verratti, ou du coach et de Marquinhos comme ça», a enchaîné Leonardo, tout sourire mais un peu remonté. Le message est clairement passé.

BAYERN MUNICH

Julian Nagelsmann ne se remet pas de la défaite cuisante contre Gladbach

EN MILIEU de semaine, le Bayern Munich s'est lourdement incliné face au Borussia Mönchengladbach dans le cadre de la Coupe d'Allemagne (5-0), ce qui écarte toute possibilité de réaliser le triplé Championnat-Coupe-Ligue des Champions, tant convoité par le club bavarois chaque saison. En conférence de presse avant d'affronter l'Union Berlin en Bundesliga, l'entraîneur allemand Julian Nagelsmann préfère tourner la page du Borussia Park : «lorsque vous êtes habitué à des schémas en tant qu'équipe et en tant qu'être humain, et qu'ensuite c'est complètement différent, alors l'être humain en tant qu'animal habitué ne peut pas s'en sortir aussi rapidement. C'était une expérience que fait mal. Et avec ça, nous pouvons fermer le livre de mercredi.»
Malgré cela, le technicien de 34 ans a également avoué qu'il n'oubliera pas cette claque de sitôt : «nous sommes tous humains et c'était l'un des moments les plus tristes de ma carrière avec la défaite en finale contre Dortmund l'année dernière. Les joueurs du Bayern Munich ont rarement de tels coups au cours dans leur carrière. C'est quelque chose de spécial, on ne s'en débarrasse pas comme ça. Mais on n'a pas pleuré au téléphone. Nous avons abordé les choses ouvertement et donné des solutions aux joueurs. J'avais le sentiment avec tous les joueurs que nous allions leur faire sortir ça de la tête. Nous devons aller au maximum de nos performances à l'Union. Nous devons aborder le match avec une intensité maximale.»

HORAIRES DES PRIÈRES

	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	05:17	12:13	15:09	17:33	18:58
CONSTANTINE	05:21	12:17	15:15	17:38	19:03
ALGER	05:35	12:31	15:30	17:53	19:17
OUARGLA	05:25	12:22	15:27	17:50	19:10
CHLEF	05:42	12:38	15:36	17:59	19:24
MOSTAGANEM	05:47	12:43	15:42	18:05	19:29
ORAN	05:50	12:46	15:45	18:08	19:32

LE JEUNE INDÉPENDANT

N° 7130 — DIMANCHE 31 OCTOBRE 2021

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	27°	19°
Oran	27°	17°
Constantine	26°	13°
Ouargla	31°	17°

RISQUE D'UNE QUATRIÈME VAGUE

Benbouzid réitère son appel à la vaccination

Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, a réitéré son appel à se faire vacciner pour faire face à une éventuelle 4e vague de la pandémie de Covid-19, soulignant ses craintes de se retrouver face à une urgence dans le processus de vaccination.



Après plusieurs semaines d'accalmie et de stabilité, le nombre de cas de contamination au Covid-19 a dépassé le seuil des 100 cas positifs. Le bilan des dernières 24 heures a fait état de 110 nouvelles contaminations contre 91 nouveaux cas jeudi et 79 mercredi. Cette tendance haussière alertent les spécialistes et les autorités concernées quant à une éventuelle quatrième vague, qui risque d'être meurtrière.

Le ministre de la Santé, qui s'exprimait vendredi à la radio algérienne, a renouvelé son appel aux Algériens à aller se faire vacciner afin de permettre au pays de faire face efficacement à une éventuelle quatrième vague de l'épidémie.

M. Benbouzid a exprimé son regret devant le faible taux concernant la vaccination pendant cette période d'accalmie, notant que les centres de vaccination recevaient pendant la période de pointe de propagation du virus plus de 260 000 personnes par jour. «Ces derniers jours, les centres de vaccination ont enregistré une faible affluence des citoyens vu le recul des nouveaux cas», a-t-il fait remarquer, exhortant les citoyens à «faire preuve de vigilance en respectant les mesures préventives et sanitaires».

Si le nombre quotidien de vaccination avait continué au même rythme, a-t-il ajouté, plus de 70% des citoyens auraient été vaccinés. Dans ce même contexte, le premier responsable du secteur de la santé a rappelé que l'Algérien dispose d'un stock de 13,5 millions de doses de vaccin, outre la production nationale du vaccin, considérant que cela est suffisant pour une bonne prise en charge de toutes les catégories.

Il a cependant averti que cette quantité risque de ne plus être utilisable en cas de non-consommation.

Le ministre a également exprimé sa crainte, en tant que responsable et spécialiste, de se retrouver dans un état d'extrême urgence concernant la vaccination au cas où le taux d'infection par le virus venait à augmenter.

Outre le fait que la vaccination est un devoir national, le ministre de la Santé et de la Population a estimé que le processus de vaccination était un «indicateur significatif des progrès en cours dans le pays», rappelant que l'Etat «parie sur la sensibilisation du citoyen algérien» et sa prise de conscience de la gravité de la situation sanitaire au niveau mondial.

Le ministre a, dans ce sens, précisé que tous les moyens médicaux sont disponibles pour la vaccination des citoyens dans les meilleures conditions, rappelant les opérations de sensibilisation et les caravanes de solidarité organisées à l'effet de renforcer la prise en charge sanitaire, notamment au profit des habitants des régions isolées, outre la mobilisation de plusieurs espaces et autres structures publiques.

Il convient de rappeler qu'à ce jour, 10,7 millions d'Algériens ont été vaccinés contre la Covid-19, dont 4,7 millions ont reçu les deux doses nécessaires pour atteindre l'immunité totale et 6 millions ont reçu une seule dose. Parmi ces derniers, certains ont renoncé à prendre leur deuxième dose.

Lynda Louifi

30e ANNIVERSAIRE DE LA CRÉATION DE L'INSTITUT CERVANTÈS

Une langue et une culture en progression

LA LANGUE espagnole jouit d'un engouement croissant en Algérie. Cet intérêt grandit d'année en année. C'est ce qui a été dévoilé jeudi dernier à l'Institut Cervantès d'Alger lors de la présentation de l'annuaire sur la situation de la langue espagnole en Alger durant les 30 dernières années.

Cette présentation, conjointement organisée par les Instituts Cervantès d'Alger et d'Oran, correspond au 30ème anniversaire de la création de l'Institut Cervantès, présent dans près de 47 pays à travers le monde. L'Algérie n'est pas en reste avec deux instituts : Alger et Oran.

Selon ce rapport, établi par l'Institut Cervantès d'Oran et présentée par sa directrice Immacula Jiménez Caballero et son équipe, «l'intérêt des Algériens envers la langue espagnole n'a pas cessé de grandir durant ces 30 années». Et d'ajouter : «La langue espagnole a beaucoup évolué en Algérie. Elle s'élargit dans tous le pays. (…) Cet intérêt grandit et prend de plus en plus de l'ampleur.»

Pour elle, outre le travail de promotion de la langue et de la culture espagnoles effectué par les Instituts Cervantès en Algérie, il y a celui des universités algériennes et des établissements secondaires algériens. En effet, beaucoup de lycéens inscrits dans la filière langues étrangères optent pour des études en espagnol à l'université. En effet, selon l'étude, et rien que pour l'année universitaire en cours, «les départements d'enseignement de la langue espagnole, répartis à travers cinq universités algériennes (Alger, Oran, Tlemcen, Laghouat et Mostaganem, ndlr) ont accueilli de 2 400 nouveaux étudiants».

Dans le détail, le département d'espagnol de l'université de Tlemcen a accueilli 305 étudiants en licence de 15 autres en 3ème cycle. Ceux de Mostaganem et Laghouat ont, quant à eux, enregistré quelque 900 étudiants ayant opté pour une licence d'espagnol. Le reste est réparti entre les départements d'espagnol des universités d'Alger et d'Oran. Selon les intervenants, ces chiffres sont appelés à augmenter dans les années à venir.

De son côté, l'ambassadeur d'Espagne en Algérie, Fernando Morán, a déclaré qu'il était «satisfait de l'intérêt dont jouit la culture et la langue espagnole en Algérie. Un intérêt qui s'est accentué».

Dans un autre registre, la directrice de l'Institut Cervantès d'Alger, Mme Sandra Rivas Agundaz, a donné des chiffres globaux quant à la place de la langue espagnole dans le monde.

En effet, pas moins de 493 millions de personnes parlent la langue de Cervantès qui occupe la 4ème place dans le classement mondial des langues les plus parlées.

Elle a affirmé que pas moins 24 millions de personnes étudient l'espagnol à l'université.

Pour rappel, ce rapport entre dans le cadre de la publication annuelle, et ce depuis 1998, du volume «L'espagnol dans le monde». Il analyse le statut de la langue espagnole dans le monde et de son évolution. Concernant l'Algérie, il a été commandé en novembre 2020 et livré en mars 2021.

Amine I.

TÉLÉPHONIE MOBILE

Djezzy enregistre une nouvelle hausse de ses revenus

DJEZZY a réalisé au 3e trimestre 2021 un chiffre d'affaires de 23,1 milliards de dinars, en augmentation de 3,6% par rapport à la même période en 2020 en dépit d'un contexte marqué par la poursuite de la crise sanitaire et d'un environnement concurrentiel difficile.

Dans le cadre d'une stratégie commerciale segmentée, Djezzy a renforcé son activité digitale, poursuivi le développement de l'application «Djezzy App» et conforté son offre à destination des entreprises.

A cette occasion, Matthieu Galvani Président-directeur général a déclaré : «Ce fut un trimestre très fort pour Djezzy. L'entreprise a renforcé sa performance sur tous les fronts et a confirmé l'efficience de son modèle opérationnel centré sur le numérique. Les investissements dans notre réseau ont constitué un moteur clé de cette croissance. Cela s'est traduit par de meilleurs services pour nos clients et partenaires et a consolidé notre engagement à poursuivre la construction d'une entreprise digitale, et d'apporter ainsi notre contribution à la mise en place d'un écosystème numérique en Algérie»

Djezzy a investi 3,0 milliards de dinars au cours du 3e trimestre, cumulant ainsi 9,8 milliards de dinars d'investissements depuis le début de l'année, soit une augmentation annuelle de 21%.

Ces investissements ont permis d'étendre la couverture 3G/4G, qui a évolué de 20 points d'année en année, ainsi que d'augmenter la capacité du réseau, répondant ainsi aux besoins toujours croissants des clients pour la data.

En dépit de ces 1,7 milliards d'investissements supplémentaires par rapport à la même période de l'année dernière et sans aucun endettement extérieur, Djezzy clôture le 30 septembre sur une trésorerie très largement supérieure à celle de l'année antérieure à la même échéance.

A la fin du 3e trimestre, Djezzy comptabilisait 14,1 millions de clients dont 9,9 millions de clients data (+7,7%). Avec 9,8 milliards de dinars, les revenus data ont poursuivi leur courbe ascendante en enregistrant une hausse annuelle de 18% en raison d'une forte augmentation de la consommation data, laquelle est passée de 4,8 Go/client l'an dernier à 6,9 Go/client cette année, soit une croissance de 42,5%. Plus de 7,1 millions d'abonnés 4G (+29%) ont été également recensés alors que le nombre d'utilisateurs de smartphones 4G a, pour sa part, crû de 35% (à 8,6 millions) par rapport à la même période en 2020. Le revenu moyen par client (ARPU) s'est établi à 545 dinars par utilisateur confirmant une tendance haussière de 4,1% d'année en année.

M. B.